

En Commission politique spéciale, le Canada a continué d'appuyer les résolutions qui demandaient l'interdiction de la vente d'armes à l'Afrique du Sud, tout en oeuvrant avec d'autres pays occidentaux en vue de l'adoption de mesures pratiques et réalistes touchant l'apartheid. Le Canada a également appuyé la poursuite de l'oeuvre humanitaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en annonçant une contribution de \$1,550,000, soit \$200,000 de plus que l'année précédente.

En deuxième Commission, le Canada a joué un rôle primordial dans la rédaction, la négociation et l'adoption sans opposition d'une résolution sur les ressources en protéines qui constituent un des problèmes urgents des pays en voie de développement. Les représentants canadiens ont également continué à jouer le rôle prépondérant qui était le leur depuis le début des travaux préparatoires à la Conférence sur l'environnement qui se tiendra à Stockholm en juin prochain. A la lumière du rôle de plus en plus important de l'Organisation des Nations Unies en tant que source d'aide économique internationale, le Canada a participé à trois conférences d'annonce des contributions et s'est engagé à verser une somme de 18 millions de dollars au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La Troisième Commission s'est principalement attachée à l'étude des questions touchant la situation sociale dans le monde, la discrimination raciale et l'autodétermination. Le Canada s'est particulièrement intéressé au point intitulé "Les droits humains en période de conflit armé", et a contribué à renvoyer au Comité des droits de l'homme, pour examen, le projet de Convention sur la protection des journalistes, afin d'assurer que sa gestation s'harmonise avec l'évolution récente du droit humanitaire international. Le Canada a également été l'un des pays qui ont tenté, sans succès, de hâter la création du poste de Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme. En outre, au cours de l'étude du rapport du Haut commissaire pour les réfugiés, le Canada a annoncé, par l'intermédiaire du président de l'Agence canadienne de développement international, M. Paul Gérin-Lajoie, son intention de faire un apport supplémentaire de 18 millions de dollars pour secourir les réfugiés pakistanais en Inde.

Le Canada s'est abstenu de voter, en Quatrième Commission, sur les questions politiques les plus importantes touchant la Rhodésie, préférant attendre les conclusions du rapport de la Commission Pearce pour se prononcer. Le Canada a toutefois voté en faveur d'une résolution qui réaffirmait le droit inaliénable des peuples des territoires sous domination portugaise à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le Canada a milité avec succès, en Cinquième Commission, pour le maintien du Service de langue française et pour la remise sur pied d'un groupe chargé de conseiller le secrétaire général sur les activités des organes de diffusion du Service de l'Information. Notre pays a conservé une attitude souple et réceptive quant aux propositions de contrôle budgétaire. En raison de l'inflation et de la réévaluation des monnaies, la Commission a présenté un budget total brut de \$213,100,000 soit une augmentation de 10% sur l'année financière 1971.